

Opération n° :

Marché n° :

Notifié le :

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX
**MARCHE DE TRAVAUX PORTANT SUR LA RENOVATION DES SANITAIRES /
VESTIAIRES ET STOCKAGE DU CIML**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

INSERM
DÉLÉGATION RÉGIONALE PACA ET CORSE
18 avenue Mozart – CS 20172
13276 Marseille Cedex 09

Tél : 04 91 82 70 60
Fax : 04 91 82 70 55
Courriel : patrimoine.dr-marseille@inserm.fr

Marché à Procédure Adaptée
*en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande
publique*

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHE - EMBLEMENTS	5
1.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	5
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
1.4 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
1.5 - CONTROLE TECHNIQUE	6
1.6 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
1.7 - EMPLOI DE LA LANGUE FRANÇAISE	6
1.8 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
2.1 - NOTIFICATION DU MARCHE	7
2.2 - NANTISSEMENT - CESSON DE CREANCE	7
2.3 - CLAUSES CONTRAIRES	7
ARTICLE 3 : GROUPEMENTS	7
ARTICLE 4 : PRIX DU MARCHE	8
4.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	8
4.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	8
4.3 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	9
4.4 - TRAVAUX NON PREVUS ET/OU MODIFICATIFS	9
4.5 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	10
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	10
5.1- GARANTIE FINANCIERE	10
5.2- AVANCE	11
ARTICLE 6 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	12
6.1 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
6.2 - PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRITANTS	13
6.3 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	14
ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE	15
7.1 - AGREMENT D'UN SOUS-TRITANT ET DE SES CONDITIONS DE PAIEMENT	15
7.2 - REGLEMENT DES SOUS-TRITANTS	16
ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION	18
8.1 - DELAI GLOBAL D'EXECUTION DES TRAVAUX	18
8.2 - PERIODE DE PREPARATION	18
8.3 – CALENDRIER D'EXECUTION	18
8.4 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION POUR INTEMPERIES	19
8.5 - LES ORDRES DE SERVICE	19
ARTICLE 9 : PENALITES	20
9.1 - GENERALITES	20
9.2 - PENALITES POUR RETARD DANS LES DELAIS PAR LOT OU DELAI GLOBAL D'EXECUTION DES TRAVAUX	20
9.3 - PENALITES POUR RETARD DE REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	21

9.4 - PENALITES POUR RETARD DANS LES DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	21
9.5 - PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	21
9.6 - PENALITES POUR DEFAUT DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANT	21
9.7 - PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE NETTOYAGE	22
9.8 - PENALITES DIVERSES	22
9.9 - RETENUE POUR RETARD DANS LA REMISE DU DOE OU DIUO	23
ARTICLE 10 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
10.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
10.2 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
ARTICLE 11 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	24
8.1 - PIQUETAGE GENERAL	24
8.2 - PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	24
ARTICLE 12 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	25
12.1 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	25
12.2 - EMBLEMES MIS A DISPOSITION POUR DEBLAIS	25
12.3 - SIGNALISATION DES CHANTIERS	25
12.4 - APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	25
12.5 - PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	25
12.6 - CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONDITIONS DE TRAVAIL	26
12.7 - PLAN D'ASSURANCE QUALITE	26
12.8 - ORGANISATION ET REUNIONS DE CHANTIER	26
12.9 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ÉTUDES DE DETAILS	27
12.10 - PROTOTYPE - ÉCHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES - P.V. D'AGREMENT	27
12.11 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER	27
12.12 - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	27
12.13 - MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE	28
12.13 - MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE	28
ARTICLE 13 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	30
13.1 - ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	30
13.2 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	30
13.3 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	30
13.4 - RECEPTION	30
13.5 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE	31
13.6 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	31
13.7 - DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	31
13.8 - GARANTIE CONTRACTUELLE	31
ARTICLE 14 : ASSURANCES	32
ARTICLE 15 : RESILIATION	32
ARTICLE 16 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	32
ARTICLE 17 - OBLIGATION DE CONSEIL	32
ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE	32
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	33

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux de rénovation de la zone A (vestiaires / sanitaires / stockage) du CIML sur le campus de Luminy à Marseille 13009.

Lieu d'exécution :

Bâtiment Inserm - CIML
Campus Universitaire Scientifique et Technologique de Luminy
163 avenue de Luminy
13009 Marseille

Dispositions générales :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

1.2 - Décomposition de la consultation

La présente consultation est allotie de la manière suivante :

Lot 1 : Démolitions – RSO – Second œuvre – Menuiseries extérieures

Lot 2 : Courants forts et faibles – CVC – Plomberie.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

3i Conseils
11 rue Venture
13001 Marseille
Tél : 06 27 72 88 59
Courriel : marches@3iconseils.com

Le maître d'œuvre est : **M. Roni Antoine ORFALI**

La mission du maître d'œuvre est une mission de base

1.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission OPC est confiée au maître d'œuvre.

1.5 - Contrôle technique

La mission de contrôle technique sera assurée par

CTE Construction
5 Chemin du Bois de l'Aumône
13011 Marseille
Tél : 06 09 04 23 34
Courriel : cte-construction@sfr.fr

La personne représentant le contrôleur technique est : **M. Pierre ANDREANI**

1.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination sécurité et protection de la santé sera assurée par

AMBC Contrôles
199, Boulevard VOLTAIRE
13821 La Penne sur Huveaune
Tél : 06 25 26 33 81
Courriel : ambc.controles@gmail.com

La personne représentant le coordinateur est : **M. Karl MARIS**

1.7 - Emploi de la langue française

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français ; il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

1.8 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1).
- La décomposition du prix global et forfaitaire.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
- Le(s) cahier(s) des clauses techniques particulières (CCTP) du(des) lot(s) concerné(s) et les pièces annexes qui lui(leur) est(sont) attachées (plans, carnets de détails, ...).
- Le CCAG-Travaux (cahier des clauses administratives générales) applicables aux marchés publics de travaux en bâtiments en vigueur lors de la remise des offres.
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales.
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.
- L'offre technique du titulaire.

2.1 - Notification du marché

Le marché est notifié avant tout commencement d'exécution. La notification consiste en la remise par tout moyen d'une copie certifiée conforme du marché.

2.2 - Nantissement - Cession de créance

En même temps que sera notifié le marché, il pour être remis au titulaire et à sa demande un certificat de cessibilité en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

Le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

S'il est procédé à une modification dans la désignation du comptable ou dans les conditions de règlement du marché, le maître d'ouvrage annoté l'exemplaire unique d'une mention constatant la modification.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement solidaire, il est délivré un certificat de cessibilité unique au nom du groupement et à sa demande, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute est délivré à chaque entreprise qui le demandera.

2.3 - Clauses contrares

Toute clause figurant dans les documents établis par le titulaire et contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCAP, du CCTP et ses annexes est réputée non écrite.

Article 3 : Groupements

Dans le cas où l'offre est présentée par un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Article 4 : Prix du marché

4.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent CCAP

Le prix du marché comprend les frais et dépenses de toutes natures nécessaires à l'exécution complète des travaux et notamment :

- la fourniture, le transport, le stockage et la manutention sur chantier, la préparation et la mise en œuvre de tous les matériaux et matériels nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux prescriptions des pièces contractuelles ;
- les frais de main d'œuvre y compris les charges et frais de toutes natures y afférents ainsi que les indemnités pour déplacements et intempéries notamment ;
- les frais d'outillage et de matériel, y compris le transport, la location, les pertes et avaries, les frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement ;
- le nettoyage du bâtiment, des extérieurs et des abords ;
- tous les frais d'établissement de documents d'exécution y compris les éventuels honoraires de bureau d'études (autres que le maître d'œuvre) ;
- toutes les primes d'assurance ;
- tous les frais pour installations de chantier, études, essais et droits de brevet s'il y a lieu ;
- tous les frais généraux et bénéfices ;
- tous les frais d'entretien des ouvrages pendant le délai de garantie de parfait achèvement ;
- les impôts, droits et taxes de toute nature y compris les droits de douane le cas échéant ;

Seront également compris dans le prix du marché, toutes les sujétions propres aux conditions de l'opération et notamment :

- le travail dans un bâtiment occupé et en plusieurs phases,
- les difficultés de stationnement aux abords du chantier,
- les manutentions,
- les horaires de travail éventuellement autorisés par le service utilisateur,
- la préservation des ouvrages conservés,
- la préservation et le nettoyage quotidien des parties du bâtiment qui pourraient être salies du fait du chantier.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres : m_0 .

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la ou les formules suivantes :

Formule
$C_n = 15,00 \% + 85,00 \% \times \left(\frac{I_n}{I_0} \right)$

dans laquelle $I_0, I_{10}, \dots, I_{n0}$ et $I_n, I_{1n}, \dots, I_{nn}$ sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n . Z_1, \dots, Z_n étant le pourcentage (%) par rapport à la partie variable.

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Dans le cas où plusieurs index sont utilisés pour un lot ou partie de lot, I₀ et I_n sont calculés en faisant la moyenne pondérée des valeurs d'indices :

Formule
$I = (I_{I1} \times \% I_{I1}) + (I_{I2} \times \% I_{I2}) + \dots$

Les index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou à l'INSEE, sont les suivants :

LOT	Index	Libellé
1	BT01 (85 %) BT42 (15 %)	Démolitions – RSO – Second œuvre – Menuiseries extérieures
2	BT47 (42 %) BT41 (31 %) BT38 (27 %)	Courants forts et faibles – CVC – Plomberie

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

4.3 - Répartition des dépenses communes

Sans objet

4.4 - Travaux non prévus et/ou modificatifs

Pour le règlement des travaux non prévus au marché, d'une part, ou l'évaluation des travaux prévus au marché et non exécutés, il est fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG-Travaux, complétés par les dispositifs ci-après.

Les prix des travaux en plus et en moins du Marché sont établis dans les conditions suivantes :

- Pour les travaux ou ouvrages identiques à ceux prévus à la décomposition du prix global et forfaitaire au moyen des prix unitaires de cette décomposition, étant rappelé que les quantités de la DPGF ne sont pas contractuelles et ne peuvent en aucun cas être utilisés dans ces évaluations.
- Pour des travaux ou ouvrages analogues ou de nature comparable à ceux figurant à ladite décomposition, au moyen de prix calculés sur la base de sous-détails justifiant les prix unitaires de la DPGF et arrêtés à la valeur du mois de référence des prix du marché.
- Pour les ouvrages de nature différente de ceux prévus à la DPGF, au moyen des prix débattus et convenus entre les parties par entente directe, avant tout commencement des travaux considérés arrêtés à la valeur du mois de référence des prix du marché.

L'Entreprise sera tenue de présenter à l'appui de son offre, des nouveaux prix d'achat de matériel, des temps de main d'œuvre, par assimilation aux sous-détails d'articles similaires de la DPGF et du coefficient des frais généraux.

Augmentation ou diminution de la masse des travaux

Conformément aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG-Travaux.

Conditions de prise en considération des travaux non prévus ou modificatifs

Tout travail modificatif entraînant une incidence financière fera l'objet d'un ordre de service établi par le Maître d'Œuvre. Pour être valable, l'ordre de service devra être accepté par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Maître d'Ouvrage.

Aucun travail modificatif ne se fera sans ordre de service. Sauf indication expresse de l'ordre de service, les travaux modificatifs seront révisés de la même façon que les travaux du marché initial.

L'entreprise ne pourra prétendre à indemnité si ses études et devis n'ont pas de suite.

Aucun travail modificatif en plus ou en moins ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires.

4.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté

5.1- Garantie financière

5.1.1 - Application

Une retenue de garantie du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Le taux appliqué sera de 3 % pour les petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises, ou de 5 % dans les autres cas.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera cependant pas accepté de caution personnelle et solidaire.

L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. Le maître de l'ouvrage peut refuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5.1.2 - Remboursement

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon les modalités définies dans le présent document à l'article 6.1.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

5.2- Avance

En application des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-14 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En application de l'article B.10.1 du CCAG-Travaux, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux l'avance est porté à 10 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Il est rappelé que l'avance est due sur la part non sous-traitée du marché. En conséquence, en cas de déclaration de sous-traitance postérieure au versement de l'avance, le trop-perçu sera également remboursé par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R2193-19 du Code de la Commande Publique.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront transmises sous forme électronique de la manière suivante :

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et à la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises, aux articles L2192-1 et suivants ainsi que D2192-1 et suivant relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leur demande de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO « Factures Travaux ».

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail ;

Les informations à faire figurer dans le cadre de facturation sont :

- 3i Conseils (SIRET : 892 833 856 00024) pour le maître d'œuvre.
- Inserm Délégation Régionale PACA et Corse (SIRET : 180 036 048 01674) pour la maîtrise d'ouvrage.
- Code du service : à déterminer par le maître d'œuvre s'il existe – DRMRS pour l'Inserm.
- Le numéro du marché qui sera communiqué à la notification du marché au titulaire.
- Le numéro du bon de commande désigné « numéro d'engagement » dans CHORUS PRO (à demander à la maîtrise d'ouvrage dès la notification du marché).

Vous trouverez ci-dessous le lien du document de présentation suivant : « Gérer les factures de travaux sur Chorus Pro pour les fournisseurs ».

https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/09/G%C3%A9rerLesFacturesDeTravaux_Fournisseurs.pdf

Dans tous les cas, les demandes de paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché (**obligatoire sous peine de rejet de la demande de paiement**) ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- **le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix** ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés (incluant, le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier) ;

- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

L'établissement des décomptes et acomptes mensuels par le maître d'œuvre est réalisé dans un délai de 7 jours à compter de la réception des projets de décomptes mensuels conformément aux dispositions prévues à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément aux dispositions prévues à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.2 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments des articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la Commande Publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

Modalités de paiement des sous-traitants directs :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, via Chorus Pro « FACTURES TRAVAUX ».
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il valide ou rejette le paiement au sous-traitant. Cette décision est transmise au sous-traitant via Chorus Pro « FACTURES TRAVAUX » et au pouvoir adjudicateur.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du CCAG-Travaux

6.3 - Délai global de paiement et intérêts moratoires

6.3.1 - Délai de paiement de l'entreprise titulaire

Conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le maître d'ouvrage au titre des marchés de travaux respectant le présent CCAP est de trente (30) jours au plus tard à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le titulaire.

Le point de départ du délai global de paiement est :

- pour une demande de paiement d'un acompte : la date de réception par le maître d'œuvre ;
- pour la demande de paiement du solde du marché : la date de réception par le maître d'ouvrage de l'acceptation du décompte général par l'entrepreneur.

6.3.2. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais susvisés fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai conformément aux dispositions des articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Article 7 : Sous-Traitance

Les dispositions prévues à l'articles 3.6 et 12.5.1 du CCAG-Travaux sont strictement applicables.

7.1 - Agrément d'un sous-traitant et de ses conditions de paiement

Conformément aux termes de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975, il est rappelé que le titulaire du marché qui a recours à la sous-traitance doit "faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage".

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes.

7.1.1 - Déclaration au moment du dépôt de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le titulaire fournit au maître d'ouvrage une déclaration (DC2) mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

7.1.2 - Déclaration après le dépôt de l'offre

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au maître d'ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration (DC4) contenant les renseignements mentionnés au 7.1.1 ci-dessus.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues ci-dessous, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties. Figurent dans l'acte spécial les renseignements mentionnés au 6.1.1 ci-dessus.

7.1.3 - Modification de déclaration

Si, postérieurement à la notification du marché, le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur ou inférieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le maître d'ouvrage ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige également la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

7.1.4 - Délai d'agrément

Le maître d'ouvrage dispose de 15 jours à compter de la réception de la demande d'acceptation du sous-traitant pour rejeter cette demande ou l'accepter.

Ce délai est interrompu dès lors que le maître d'ouvrage fait une demande de complément de dossier adressée par courrier en recommandé avec accusé de réception.

7.1.5 - Paiement direct du sous-traitant

Dès lors que le montant de la partie sous-traitée est d'au moins 600 euros T.T.C., le sous-traitant doit être payé directement par le maître d'ouvrage, étant précisé que toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite (article L2193-11 du code de la commande publique).

7.1.6 - Retenue de garantie

Il est précisé que la caution ou la retenue de garantie visées à l'article 5.1 du présent CCAP sont uniquement applicables au titulaire du marché.

7.2 - Règlement des sous-traitants

7.2.1 - Procédure de paiement direct

Le paiement direct s'applique aux sous-traitants en tenant compte des dispositions particulières ci-après :

1° Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître de l'ouvrage, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

2° Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue à l'article 5.2 du présent document est réduite, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées à l'article 5.2 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître de l'ouvrage. Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues à l'article 5.2.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le maître de l'ouvrage dès la notification de l'acte spécial.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître de l'ouvrage au titulaire du marché, sous format électronique via Chorus Pro « FACTURES TRAVAUX ». Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours précité si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

La copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial désignant un sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

7.2.2 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais susvisés fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le défaut de paiement dans les délais susvisés fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai conformément aux dispositions des articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Article 8 : Délai d'exécution

8.1 - Délai global d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux, tous corps d'état, est fixé à 9 semaines à compter de la date de démarrage des travaux notifiée par ordre de service au titulaire.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 8.3 ci-après.

8.2 - Période de préparation

Il est fixé une période de préparation. La durée de cette période est de 4 semaines. Elle est incluse dans le délai global d'exécution prévu à l'article 8.1 ci-dessus.

8.3 – Calendrier d'exécution

La mission OPC a été confiée au maître d'œuvre. Au cours de la période de préparation, il élabore, après consultation des entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution.

Chaque entrepreneur lui remettra, dans un délai de 15 jours à compter de la date de démarrage des travaux notifiée par ordre de service, une ébauche sous forme graphique de son propre calendrier tel qu'il l'envisage en faisant ressortir la durée des tâches élémentaires, les points de passage obligés, les tâches des autres corps d'état nécessaires à la réalisation de ses propres travaux.

Le calendrier d'exécution est alors établi par le maître d'œuvre puis soumis aux entrepreneurs pour mise au point.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du maître d'ouvrage 10 jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article 8.2.

Le calendrier d'exécution indique pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre.

Ce délai commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Le maître d'œuvre au cours du chantier avec l'accord des entrepreneurs peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global fixé à l'article 8.1 ci-dessus.

Le calendrier modifié est notifié par ordre de service aux entrepreneurs.

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution fixés dans le calendrier d'exécution.

Durant le délai global, tous les travaux prévus aux marchés devront avoir été exécutés y compris le repliement des installations, la remise en état des lieux et les nettoyages.

8.4 - Prolongation du délai d'exécution pour intempéries

Dans le cadre de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, et en référence à la définition de « l'intempérie » prévue aux articles L 5424-6 et L 5424-8 à 15 du code du travail, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est égal à 10 jours.

Nature du phénomène	Intensités limites concernant les lots gros œuvre et couverture / étanchéité
Pluie	plus de 25 mm en moins d'une heure dans la période de 05h00 à 16h00
Vent	plus de 65 km/h pendant deux heures dans la période de 08h00 à 16h00
Neige	plus de 5 cm pendant trois heures dans la période de 08h00 à 16h00
Température	moins de - 3 °C pendant trois heures dans la période de 08h00 à 16h00

La station météorologique de référence est : Marignane.

Si un de ces phénomènes nécessite une interruption des travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de jours ouvrés égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-dessus dépassera les intensités et durées limites définies, déduction faite du nombre de journées réputées prévisibles.

La prolongation du délai ne sera pas susceptible d'indemnité.

8.5 - Les ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service sont écrits et signés par le maître d'œuvre, datés et numérotés. Ils sont adressés en deux exemplaires à l'entrepreneur dans un délai de 10 jours ; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des exemplaires après avoir signé et daté. L'autre exemplaire est renvoyé au maître d'ouvrage.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage, les ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus.

Article 9 : Pénalités

9.1 - Généralités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre du retard par rapport :

- aux délais d'exécution (délais partiels, délai global) ;
- aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service ou indiquées dans les comptes-rendus des réunions de chantier et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- aux dates et heures de rendez-vous de chantier.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

L'application des pénalités ou retenues sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels de l'entreprise. Le calcul des pénalités est effectué hors taxes car elles seront prises en compte dans le décompte général dont le solde est soumis à T.V.A.

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, le titulaire est exonéré des pénalités si leur montant total ne dépasse pas 500 Euros pour l'ensemble du marché et leur montant ne pourra pas excéder le seuil des 25 % du montant HT de l'ensemble du marché toutes tranches affermies comprises.

9.2 - Pénalités pour retard dans les délais par lot ou délai global d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités est le suivant :

9.2.1 - En cours de travaux et par jour ouvrable de retard :

100 € H.T. par jour calendaire ;

Cette pénalité provisoire pourra être levée si le retard est résorbé sans impact sur les autres lots ou le délai global d'exécution.

9.2.2 - Au-delà de la date de fin des travaux du lot concerné par jour calendaire de retard :

- Les 15 premiers jours :

100 € H.T. par jour calendaire

- Au-delà des 15 premiers jours :

150 € H.T. par jour calendaire

Le « retard » correspond à tout manquement constaté de l'entrepreneur à ses engagements et porté au procès-verbal des rendez-vous de chantier.

Dans ce cas le retard entraîne l'application des pénalités prévues ci-dessus, et ce sans mise en demeure préalable.

On distingue deux sortes de retard :

- Retard sur le délai global d'exécution propre au lot considéré : il est fait application de la pénalité journalière indiquée ci-avant ;
- Retard dans les phases d'exécution propre au lot considéré : sur simple constatation d'un retard par le Maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-avant.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

Le compte des pénalités sera mis à jour mensuellement avant l'établissement des décomptes mensuels.

Les pénalités encourues par l'entreprise feront l'objet de retenues provisionnelles sur les situations de travaux.

La décision sera prise par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.

9.3 - Pénalités pour retard de repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les dispositions du CCAG-Travaux, et notamment de l'article 37, sont seules applicables.

Il est appliqué, jusqu'à l'expiration du délai de trente jours, après mise en demeure, les pénalités indiquées à l'article 9.2.2 du présent CCAP.

9.4 - Pénalités pour retard dans les délais de remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages (plans d'exécution, documentation technique, note de calcul, ...), le titulaire encourt des pénalités s'élevant à 100 euros H.T. par jour calendaire de retard sur les sommes dues au titulaire.

En cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt des pénalités s'élevant à 100 euros H.T. par jour calendaire de retard dans les conditions stipulées à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

9.5 - Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.6 - Pénalités pour défaut de déclaration de sous-traitant

En cas de défaut de déclaration de sous-traitants, sur simple constatation par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre de travaux réalisés par une entreprise non déclarée, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 Euros. Cette pénalité sera appliquée pour chaque entreprise non déclarée et chaque constat journalier.

L'arrêt de chantier consécutif à l'exclusion de tout intervenant non préalablement déclaré ne saurait être imputé au maître d'ouvrage qui appliquera les pénalités prévues pour l'éventuel retard causé par ce défaut de déclaration.

9.7 - Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage

Sur simple constat du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre en cas de non-respect des obligations de nettoyage, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 100 Euros par constat journalier.

9.8 - Pénalités diverses

9.8.1 - Rendez - vous de chantier

Les entrepreneurs sont tenus d'assister ou de se faire représenter, pendant toute la durée des travaux, aux rendez-vous de chantier qui ont lieu aux emplacements, jour et heure fixés par le maître d'œuvre, sur simple convocation.

Il est précisé que les représentants des entrepreneurs devront être qualifiés et habilités à prendre toutes décisions, même financière. En outre, ils devront être agréés par le maître d'œuvre. Dans le cas contraire, l'entrepreneur sera considéré comme absent.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à :

- 100 euros H.T. pour absence ;
- 50 euros H.T. pour retard supérieur à trente minutes.

9.8.2 - Hygiène et sécurité

En cas de non-respect des dispositions fixées à l'article 12 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 100 euros HT en cas de maintien de sa situation en infraction constatée par le maître d'œuvre ou portée à la connaissance du maître d'ouvrage par le coordonnateur S.P.S.

9.8.3 - Documents divers, échantillons et prototypes

En cas de retard dans la remise des échantillons, notices techniques, P.V. d'agrément ou prototypes à fournir par le titulaire dans les délais fixés par le maître d'œuvre, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, une pénalité de 100 Euros H.T. par jour calendaire de retard.

9.8.4 - Pénalités pour retard dans la remise des pièces incombant aux entreprises pendant la période de préparation

Les entreprises doivent fournir au maître d'œuvre au plus tard 20 jours après le démarrage de la période de préparation visée à l'article 12.1 du présent CCAP, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du calendrier contractuel, et en particulier :

- leur délai d'approvisionnement ;
- leur début d'intervention sur le chantier par rapport aux autres corps d'état ;
- leur délai d'exécution (ce délai devant être fractionné selon les phases successives d'intervention) ;
- les phases successives dans le temps, leurs différentes tâches, selon les bâtiments, ailes, niveaux, etc...
- l'échelonnement dans le temps, le cas échéant, de l'effectif de main-d'œuvre affecté au chantier.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, et en cas de retard dans la communication de ces renseignements de même que des pièces visées à l'article 13 du présent CCAP dans les délais légaux ou dans les délais fixés au calendrier détaillé d'exécution, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 100 euros H.T. par jour calendaire de retard.

9.9 - Retenue pour retard dans la remise du DOE ou DIUO

En cas de retard dans la remise de Dossier des Ouvrages Exécutés ou du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage, il sera fait application d'une retenue de 10 000,00 euros sur les sommes restant à verser au titulaire.

Cette retenue est remboursée, dès que les documents manquants sont fournis après visa conforme du maître d'œuvre.

Au-delà du 7^{ème} jour de retard dans la remise de ce(s) dossier(s), par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, il sera également fait application d'une pénalité journalière de 100 euros H.T. par jour calendaire de retard.

Dans le cas où le dossier remis serait incomplet ou présenterait des pièces à corriger, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour compléter ou corriger les pièces désignées par le maître d'œuvre. A delà de ce délai, il sera fait application d'une pénalité journalière de 100 euros H.T. par jour calendaire de retard.

Article 10 : Provenance, Qualité, Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

10.1 - Provenance des matériaux et produits

En complément de l'article 21 du CCAG-Travaux, il est précisé que le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

10.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

10.2.1 - Caractéristiques et qualités

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier. Les produits décrits dans le CCTP pourront être exigés.

10.2.2 - Vérifications ou surveillance de la fabrication

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières des entrepreneurs ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

10.2.3 - Essais et vérifications complémentaires

En complément à l'article 24 du CCAG-Travaux, il est précisé que le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications, en sus de ceux définis par le marché.

Si ces essais et vérifications sont effectués par le titulaire, ils seront remboursés par le maître d'ouvrage, sauf si ces essais mettent en évidence une erreur de l'entrepreneur, auquel cas, ils resteront à sa charge.

Si ces essais et vérifications sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître d'ouvrage, sauf si ces essais mettent en évidence une erreur d'un entrepreneur, auquel cas, ils seront rémunérés par l'entrepreneur concerné.

Article 11 : Implantation des ouvrages

Sans objet.

8.1 - Piquetage général

Sans objet.

8.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet.

Article 12 : Préparation et Coordination des travaux

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du CCAG-Travaux.

Les modalités de transmission des documents devront respecter les principes édictés par le maître d'œuvre.

Pour les documents d'exécution, un exemplaire électronique devra systématiquement être transmis au maître d'ouvrage simultanément à la transmission au maître d'œuvre.

12.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

12.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Sans objet.

12.3 - Signalisation des chantiers

Le titulaire aura à sa charge la signalisation et la sécurisation du chantier.

12.4 - Application de réglementations spécifiques

Sans objet.

12.5 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation des travaux incluse dans le délai global d'exécution des travaux indiqué à l'article 8.2 du présent CCAP.

Il est procédé, au cours de cette période aux opérations suivantes :

a) Par les soins du titulaire

- établissement sous la direction du maître d'œuvre, du programme d'exécution des travaux. Il est accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ; le maître d'œuvre apposera son visa sur le document final ;
- établissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'entraîner des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ;
- établissement et remise au maître d'œuvre, et au contrôleur technique, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux ;
- établissement du plan de prévention des risques avec le maître d'ouvrage accompagné du maître d'œuvre ;
- fourniture des pièces nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure des ouvrages (DIUO).

b) Par les soins du maître d'œuvre

- élaboration, après consultation du titulaire, du calendrier détaillé d'exécution ;
- Contrôle et visa des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet.

Ces études sont à la charge de chaque lot au sein d'une cellule de synthèse animée par un Directeur de synthèse faisant partie de la maîtrise d'œuvre, et se traduisent par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

12.6 - Connaissance des lieux et conditions de travail

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de :

- la nature et de l'emplacement des travaux ;
- des conditions générales et locales et particulières des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, de stockage des matériaux ;
- aux disponibilités en main d'œuvre ;
- aux disponibilités en eau, en énergie électrique ;
- de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain ;
- aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- de tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

L'entrepreneur reconnaît en outre avoir pris connaissance complète de la nature des travaux et du site, dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite des lieux et études qui ont été faites par le maître d'ouvrage et qui sont à sa disposition.

Les conséquences des erreurs et carences de l'entrepreneur dans la réunion des renseignements ne pourront que demeurer à sa charge.

12.7 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

12.8 - Organisation et réunions de chantier

12.8.1 - Organisation

Le maître de l'ouvrage met les emplacements à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Chaque entrepreneur prendra également toutes les précautions utiles (filets, bâches...) pour la conservation des biens du maître d'ouvrage et aura à sa charge la réparation des biens endommagés.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

Il n'y aura pas d'emplacement gratuit pour la mise en dépôt des déblais.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

Si le marché relatif à un lot autre que le lot n°1 est résilié par application des articles 51 ou 53 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur titulaire du lot n°1 doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisées par l'entrepreneur défaillant et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°1.

12.8.2 - Réunions de chantier

Chaque entreprise titulaire désignera dès la signature du marché, un responsable du chantier. Celui-ci sera tenu d'assister personnellement aux réunions de chantier ; ou bien il se fera représenter quand le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage le convoquera.

Les comptes-rendus de chantier deviendront contractuels s'ils n'ont pas fait l'objet de remarques écrites dans les cinq jours ouvrés suivant l'envoi par le maître d'œuvre.

12.9 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages établis par le maître d'œuvre sont remis gratuitement au titulaire.

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire et transmis simultanément au maître d'œuvre pour visa, au contrôleur technique et au maître d'ouvrage (format électronique uniquement), plus éventuellement au C.S.P.S. Une copie du bordereau d'envoi de ces documents est transmise au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre doit renvoyer les documents d'exécution au titulaire avec son visa et ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception, sauf délai supplémentaire induit par l'avis du contrôleur technique.

Dans les mêmes conditions que ci-dessus, en cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires ou modificatifs établis par le titulaire doivent être soumis au visa du maître d'œuvre et avis du contrôleur technique.

12.10 - Prototype - Échantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Le maître d'œuvre et les bureaux de contrôle indiquent au titulaire leurs besoins.

Le maître d'œuvre fixe les dates de production des prototypes, échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément.

12.11 - Répartition des dépenses communes de chantier

Quand plusieurs entreprises sont titulaires de lots, la répartition des dépenses communes de chantier s'effectue selon les dispositions prévues dans le Cahier des Clauses Techniques Communes.

12.12 - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

En application de l'article D 8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés dans les conditions fixés à cet article.

En cas de non remise par le titulaire des documents susmentionnés, la personne publique, après mise en demeure, notifiée par écrit et restée infructueuse, résilie le marché aux torts de celui-ci, sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

12.13 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

12.13 - Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Les dispositions de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets et arrêtés d'application sont applicables au présent marché et notamment :

- le présent chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé,
- le présent chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé,

12.13.1 - Locaux pour le personnel

La maîtrise d'ouvrage mettra à disposition des entreprises les sanitaires du bâtiment qui devront cependant être partagé avec les personnels de l'Inserm.

Un espace, dans l'enceinte du chantier, pourra être dédié à la restauration des personnels. Selon les phases du chantier, cet espace pourra être situé hors de la zone travaux et partagé avec les personnels de l'Inserm.

Dans tous les cas, une tenue propre et l'organisation du partage des espaces en bonne intelligence avec les personnels de l'Inserm devront être respectés.

12.13.2 - Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Le plan particulier de sécurité et santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions au décret n° 94-1159 du 26/12/94 dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

Le plan particulier prend en compte les obligations du plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le plan de sécurité et de santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour ; Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception des travaux.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

12.13.3 - Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Sans objet.

12.13.4 - Mesures particulières liées à la Covid-19

La situation sanitaire actuelle liée au coronavirus SARS-CoV-2 responsable de la maladie Covid-19, nécessite des dispositions techniques et organisationnelles complémentaires.

Les titulaires des lots mettent en œuvre les préconisations de sécurité sanitaire édictées par l'OPPBTP dont notamment :

- Informations relatives aux gestes barrière ;
- Fourniture aux employés des équipements de protections individuels nécessaires (masques, ...) ;
- Procédures et consignes organisationnelles pour limiter les risques d'exposition ;
- ...

Pour ce qui concerne le lot n°1, mesures de nettoyage et désinfection de la base vie y compris fourniture de gel hydroalcoolique, fourniture de savon, essuis main à usage unique, ...

Ces mesures seront complétées suivant les directives du CSPS.

Les coûts relatifs à ces mesures et fournitures sont intégrés à l'offre des titulaires.

Article 13 : Contrôle et réception des travaux

13.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Le CCTP précise quels matériaux et produits de construction font l'objet de vérifications tant qualitatives que quantitatives sur le chantier selon les modalités des articles 24 et 25 du CCAG-Travaux.

Le CCTP prévoit également les modalités de contrôle d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage

Les dispositions de l'article 24.3 du CCAG-Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

13.2 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Aucun stockage n'est autorisé sur le chantier. Les déchets devront être éliminés chaque fin de journée.

13.3 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent CCAP.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice de la pénalité prévue à l'article 9.8 du présent CCAP.

13.4 - Réception

La procédure de réception est unique et globale pour l'ensemble des lots du chantier.

Elle a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des ouvrages ; elle prend effet à la date de leur achèvement.

L'entrepreneur au sens de l'article 41 du CCAG-Travaux est le titulaire de chaque lot. Il avise le(s) représentant (s) du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou qu'ils le seront.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les ouvrages selon les termes de l'article 41 du CCAG-Travaux, à la plus tardive des dates proposées par les titulaires.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception, mentionnées à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. À l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de trois mois après la date de réception et dans tous les cas au moins six mois avant l'expiration du délai de garantie défini au 1 de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur.

13.5 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Toute prise de possession des ouvrages par le maître de l'ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence ou suivant les contraintes liées au phasages du chantier, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire (article 41.8 du CCAG-Travaux).

13.6 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les dispositions de l'article 43 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

13.7 - Documents fournis après exécution

Dans un délai de 30 jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception, chaque entrepreneur concerné remettra au maître d'œuvre le dossier conforme aux ouvrages qu'il aura exécuté en 5 exemplaires dont un reproductible.

Une version électronique de ce dossier comportant toutes les pièces (écrites, graphiques, ...) devra également être remise sur un support de type CD-ROM ou autre. Les versions numériques des plans seront obligatoirement remises au formats PDF et DWG.

L'entrepreneur joindra à ces plans les notes de calcul, notices d'utilisation et d'entretien, les marques, références et numéros de série des appareils fournis et toutes pièces qui pourront lui être demandées par le maître d'œuvre.

En cas de retard dans la remise de ces documents, le titulaire encourt des pénalités selon les dispositions de l'article 9.9 du présent CCAP.

13.8 - Garantie contractuelle

Les dispositions prévues aux articles 44.1 et 44.2 du CCAG-Travaux sont applicables à l'ensemble des prestations.

Article 14 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Le règlement des comptes est subordonné à la fourniture d'une attestation d'assurance à jour.

Article 15 : Résiliation

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la Commande Publique et aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2341-1 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles R. 2143-8 et R. 2143-9 du code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 16 : Clauses complémentaires

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 17 - Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, consistant à tenir le maître d'ouvrage informé des dernières évolutions relatives aux prestations et aux produits utilisés dans le cadre du présent marché.

Article 18 - Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel ; il s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées par le maître d'ouvrage dans le cadre du présent marché, durant toute sa durée.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin, telles que :

- apposition d'une mention de confidentialité sur tous les documents confidentiels remis par l'autre partie et qui ne porteraient pas déjà une telle mention ;
- classement des documents confidentiels dans des meubles à accès réservé ;
- archivage dans les mêmes conditions et destruction systématique des exemplaires n'ayant plus d'utilité.

Article 19 : Dérogations aux documents généraux

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;
L'article 8.5 déroge à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux ;
L'article 9.1 déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG-Travaux ;
L'article 9.2 déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux ;
L'article 9.8.3 déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux ;
L'article 9.8.4 déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux ;
L'article 9.9 déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux ;
L'article 13.3 déroge à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux.
